

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN
AUTOMATIQUE (Inria)**

Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique

Siège

Domaine de Voluceau - Rocquencourt

BP 105

78153 LE CHESNAY CEDEX

CENTRE CHARGE DE L'OPERATION

Centre de recherche INRIA Paris

48 Rue Barrault

75013 PARIS CEDEX

EXPLOITATION ENTRETIEN ET MAINTENANCE MULTITECHNIQUE

DU SITE INRIA DE PARIS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

**MARCHE DE FOURNITURES ET SERVICES PASSE SELON UNE PROCEDURE
D'APPEL D'OFFRES OUVERT, APPLICATION DES ARTICLES L2124-1 et R2124-
2, DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

Marché N°2025-0026

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2.	PROCEDURE ET ALLOTISSEMENT.....	3
2.1.	Procédure.....	3
2.2.	Allotissement	3
2.3.	Forme	3
2.4.	Montant Estimatif	3
ARTICLE 3.	VARIANTES.....	3
ARTICLE 4.	DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 5.	PIECES CONTRACTUELLES	4
5.1.	Pièces particulières	4
5.2.	Pièces générales.....	4
ARTICLE 6.	NATURE ET FORME DES PRIX.....	4
6.1.	Prix global et forfaitaire	5
6.2.	Prix unitaires	5
6.3.	Contenu des prix	5
6.4.	Révision des prix	6
6.5.	Clause de sauvegarde	6
ARTICLE 7.	MODALITE DE REGLEMENT.....	7
7.1.	Avances	7
7.2.	Paie ment	7
7.3.	Délais de paiement	8
ARTICLE 8.	GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE	10
8.1.	Groupe ment.....	10
8.2.	Sous-traitance	10
8.3.	Paie ment au sous-traitant	11
ARTICLE 9.	OBLIGATION DU TITULAIRE	11
ARTICLE 10.	GARANTIE	13
ARTICLE 11.	ASSURANCE.....	13
ARTICLE 12.	PENALITES	13
12.1.	Pénalités de retard.....	14
12.2.	Pénalités pour indisponibilité	14
12.3.	Pénalités pour manquements.....	14
ARTICLE 13.	VERIFICATION	15
ARTICLE 14.	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	15
ARTICLE 15.	LANGUE ET DEVISE.....	15
ARTICLE 16.	RESILIATION DU MARCHE	15
ARTICLE 17.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	16
ARTICLE 18.	LIMITATION D'EXCLUSIVITE	17
ARTICLE 19.	DIFFERENDS ET LITIGES.....	17

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent document définit les modalités de participation à la consultation relative aux prestations d'entretiens et maintenances préventives et correctives des équipements de plomberie, sanitaire, chauffage, climatisation, ventilation, courants forts, courant faible, génie civil, second œuvre et les contrôles réglementaires du Centre Inria Paris.

La description détaillée des prestations à exécuter, les caractéristiques des appareils et équipements figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

ARTICLE 2. PROCEDURE ET ALLOTISSEMENT

2.1. PROCEDURE

La présente consultation est passé sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L2124-1, R2124-1 et du Code de la Commande Publique.

2.2. Allotissement

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, la dévolution de ces prestations en lots séparés rendrait techniquement difficile leur exécution.

En cela, ce marché n'est pas alloti.

2.3.FORME

L'accord-cadre est mono-attributaire et fait l'objet d'un achat à prix global et forfaitaire ainsi qu'une partie à bon de commande conformément aux articles R2162-2, R2162-13, R2162-14 et R2112-6 du code de la commande publique.

Le présent accord cadre comprend un engagement sur un montant maximum annuel HT de commandes en application du 2° de l'article R2162-4 du code de la commande publique avec un montant maximum annuel de 17 000 € HT, soit 20 400 € TTC, pour la partie à bons de commande, auquel s'ajoute le montant de la part forfaitaire.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

2.4.MONTANT ESTIMATIF

Le montant estimatif du présent marché est 230 000 €HT / an.

ARTICLE 3. VARIANTES

Conformément à l'article R. 2151-8 1° du code de la commande publique, les variantes à l'initiative des soumissionnaires sont interdites.

En application de l'article R. 2151-9 du code de la commande publique, aucune variante imposée à l'initiative du Pouvoir adjudicateur n'est prévue.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché entrera en vigueur au 02.07.2025, pour durée ferme de deux ans.

Le marché peut être reconduit à deux (2) reprises, pour une durée d'un (1) an, par tacite reconduction.

Dans le cas où le marché ne sera pas reconduit, celui-ci peut être dénoncé par notification adressée au prestataire en respectant un préavis de trois (3) mois.

La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

L'Inria peut adresser des bons de commandes au titulaire jusqu'au dernier jour d'exécution du marché et pourront produire leurs effets jusqu'au plus tard six (6) mois après le terme de validité du marché.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de, priorité décroissante :

5.1. PIECES PARTICULIERES

- Le présent Règlement de Consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Fiche d'identité du site
 - Annexe 2 : Périmètre et codification technique
 - Annexe 3 : Inventaire technique
 - Annexe 4 : Gammes de maintenance
 - Annexe 5 : Criticité du service
 - Annexe 6 : Liste doc exécution
 - Annexe 7 : Prescriptions spécifiques par section technique
- L'offre technique du titulaire formée par son mémoire technique ; 25 pages maximum

5.2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS - Arrêté du 30 mars 2021) non joint au dossier mis réputé connu du titulaire.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, ces pièces prévalent dans l'ordre de priorité fixé ci-dessus.

Toute disposition figurant dans les documents complétés ou remis par le titulaire et contraire aux clauses des documents du marché est réputée non écrite.

ARTICLE 6. NATURE ET FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix mixtes :

Une part forfaitaire et une part à bon de commande.

6.1. PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le prix global et forfaitaire, tel qu'il figure dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) rémunère le Titulaire pour l'ensemble des prestations définies par le marché quelles que soient les quantités réellement exécutées.

Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature de prestations entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix.

6.2. PRIX UNITAIRES

Le marché est traité, pour partie, à bons de commande. Le prix unitaire est le prix à l'unité d'une prestation déterminée. Il est réglé par un montant résultant de l'application des quantités réellement mises en œuvre au prix unitaire tel que figurant au bordereau des prix unitaires (BPU).

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où ils s'exécutent.

6.3. CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) les contraintes normalement prévisibles : Intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

Ainsi que l'ensemble des frais d'interventions nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

Codes	SECTIONS TECHNIQUES	MONTANT UNITAIRE DES PIECES €HT
01	PLOMBERIE/SANITAIRES	300
03	CHAUFFAGE/VENTIL/CLIMATISATION/DESENF	300
04	COURANTS FORTS	100
05	COURANTS FAIBLES	100
06	GENIE CIVIL/SECOND OEUVRE	100

- Tous les frais afférents aux fournitures et main d'œuvre, déplacement et accès jusqu'aux installations ;
- Tous les consommables et accessoires ainsi que tout ce qui est nécessaire au fonctionnement normal des installations et d'une manière générale tous les appareils qui font normalement partie de ces installations, qui sont considérés comme faisant partie intégrante du marché.
- Tous les essais, mesures et contrôles nécessaires pour justifier de la conformité des prestations ;
- Tous les moyens nécessaires au service d'astreinte lorsqu'il est prévu au marché.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Les prestations sous-traitées font l'objet de présentation, en cours d'exécution, d'un DC4 dûment complété et signé, accompagné de Propositions Financières et Techniques (devis) qui ne sauraient en aucun cas avoir pour effet d'augmenter les prix qui résulteraient de l'application des prix du marché ou du bordereau de prix unitaires.

6.4. REVISION DES PRIX

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remises des offres, appelé « mois zéro » ou $m(0)$, et fixé au mois d'avril 2025.

Ils seront révisés annuellement, tant à la hausse qu'à la baisse, à la date d'anniversaire de notification de l'accord cadre, par application de la formule ci-dessous :

$$P = P(o) (0,15 + 0,70 [ICHT-IME]/[ICHT-IME(o)] + 0,15 FSD1/FSD1(o))$$

Dans laquelle:

P = prix hors taxes révisé ;

P(o) = prix hors taxes initial pour les prestations de l'année de notification du marché ;

ICHT - IME = valeur au mois de référence de l'année N de l'indice du coût horaire du travail tous salariés - Industries mécaniques et électriques, dernier indice connu et publié à la date de révision ;

ICHT – IME(o) = valeur de l'indice ICHT - IME au mois « mois zéro » :

FSD1 = valeur au mois de référence de l'année N de l'indice des frais et services divers catégorie 1, dernier indice connu et publié à la date de révision ;

FSD1o = valeur de l'indice FSD1 au mois « mois zéro ».

La révision des prix ne pourra être prise en compte que si la demande a été dûment notifiée à l'acheteur avec un préavis d'au moins (3) mois avant la date prévue pour son application.

La demande de révision devra être transmise par lettre Recommandée avec accusé de réception ou par courriel, et devra inclure le détail du calcul (avec date, signature et cachet de la société)

A l'adresse suivante :

48 rue Barrault – 75013 Paris – A l'attention de l'acheteur public - service SAF

Ou

Par courriel : juba.kaouane@inria.fr

6.5. CLAUSE DE SAUVEGARDE

Au-delà d'une augmentation de 5% lors du calcul d'une révision de prix, Inria disposera de la possibilité de résilier le marché sans que cela ouvre droit au Titulaire à une quelconque indemnisation ou réclamation, ou, de ramener l'augmentation des prix des prestations à 5%.

Néanmoins, si des circonstances particulières devaient entraîner une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le Titulaire devra adresser à Inria un courrier expliquant les raisons qui justifient ce réajustement exceptionnel des prix.

ARTICLE 7. MODALITE DE REGLEMENT

7.1. AVANCES

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, aucune avance ne sera accordée dans le cadre du présent marché.

7.2. PAIEMENT

Les factures sont payées trimestriellement par Inria à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement et sur présentation d'une facture conforme par le Titulaire et pourront faire l'objet de paiement partiel, le cas échéant.

Portail d'envoi des factures :

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture.

L'envoi des factures se fait sous format électronique, conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le dépôt se fait exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Portail Pro à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il s'agit d'une solution informatique gratuite et sécurisée de l'Etat mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

Lors du dépôt de votre facture sur le portail Chorus Pro, les deux contrôles s'effectuent sur le SIRET d'Inria et le numéro d'engagement (ou bon de commande). Il n'est pas demandé de numéro de service.

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Mentions obligatoires de la facture :

La facture dématérialisée doit comporter impérativement (sous peine de rejet) les informations suivantes :

- Les noms, raison sociale et adresse du créancier,
- Le numéro SIRET, forme juridique et capital du créancier,
- Le numéro de SIRET, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : 18008904700013 ;

- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- Le numéro d'engagement et le cas échéant le numéro de marché que vous trouverez sur le bon de commande Inria ;
- L'IBAN (non pas le RIB) ;
- Le numéro de TVA intracommunautaire d'Inria : FR45180089047,
- Le prix de la prestation,
- Le montant hors TVA de la prestation,
- Le taux et le montant de la TVA, le cas échéant
- La date de la facture.

Adresse de facturation :

Inria – Comptabilité fournisseur
Domaine de Voluceau
78150 Le Chesnay – Rocquencourt

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres des versements est :

Monsieur le Président d'Inria
Domaine de VOLUCEAU – ROCQUENCOURT - B.P. 105
78153 Le CHESNAY Cedex

Le comptable assignataire des versements est :

Madame l'Agent Comptable d'Inria
Domaine de VOLUCEAU – ROCQUENCOURT - B.P. 105
78153 Le CHESNAY Cedex

Il est impératif de référencer chaque facture à une et une seule référence d'engagement (commande). Les factures multi-commandes sont interdites.

Vous trouverez toutes les informations utiles sur l'envoi des factures à l'adresse suivante : <https://www.Inria.fr/informations-pratiques/depot-de-factures-en-ligne>.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.3. DELAIS DE PAIEMENT

Le mode de règlement applicable est celui du virement par mandat administratif.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de **30 (trente) jours** à compter de la réception de la facture afférente au bon de commande en cause par Inria. Conformément à l'article L2192-12 du code de la commande publique, le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les conditions administratives et techniques auxquelles sont subordonnées le mandatement et le paiement de la dépense sont subordonnés aux conditions suivantes :

- **Point de départ du délai global de paiement**

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par Inria, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date ou lorsqu'une procédure de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles et si le marché le prévoit à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

- **Retard de paiement**

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1er sur la base provisoire des sommes admises par Inria. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8. GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE

8.1.GROUPEMENT

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire désigné dans l'offre comme représentant de l'ensemble des membres est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

8.2. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne peut sous-traiter une partie de ses obligations au titre du marché qu'après déclaration au pouvoir adjudicateur et avec l'agrément écrit et préalable du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur.

En vue d'obtenir l'acceptation et l'agrément du sous-traitant, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4) dûment complété et signé.

La déclaration est remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire et accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :

- un extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
- la copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- le RIB du sous-traitant.

Il est toutefois précisé que la sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1er rang a droit au paiement direct.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement est possible en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique (CCP) ainsi qu'à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

En application de l'article R.2193-3 du CCP sous peine de suspension de son agrément, le titulaire doit joindre en sus, les informations complémentaires comprises dans la déclaration de sous-traitance (DC4).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

8.3. PAIEMENT AU SOUS-TRAITANT

Dans l'hypothèse du paiement direct par le pouvoir adjudicateur, lorsque le montant dû au sous-traitant, dans chaque facture, est supérieur ou égal à 600 euros TTC, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire qui la transmet, après acceptation, à la personne publique conformément aux articles R2193-11 et suivants du code de la commande publique.

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application du titre II de la loi du 31 décembre 1975 est identique à celui applicable au Titulaire.

Ce délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa de l'article 116 du code des marchés publics si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par Inria de l'avis postal mentionné au troisième alinéa du même article.

ARTICLE 9. OBLIGATION DU TITULAIRE

OBLIGATION REGLEMENTAIRE

Si le pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle que le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il met en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser cette situation.

Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte à au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle et peut présenter ses observations ; le Titulaire dispose pour cela d'un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure du pouvoir adjudicateur.

A défaut de correction des irrégularités signalées selon les modalités précisées au paragraphe ci-dessus, le Titulaire encourt :

- Soit l'application d'une pénalité précisée à l'article 9.3-Pénalités pour non-respect des formalités visées à l'article L.8221-3 et/ou à l'article L.8221-5 du code du travail ;
- Soit la résiliation du marché, sans indemnité, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques.

OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE/AUTORISATION D'ACCES

Confidentialité

En complément de l'article 5 du CCAG/FCS, il est précisé que si avant la notification de l'accord-cadre ou au cours de son exécution, le Titulaire reçoit communication de renseignements, documents ou objets quelconques, il est tenu de maintenir secrète et confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse d'un représentant habilité du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

En cas de non-respect de cette obligation, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire sans préjudice de toute action judiciaire qu'Inria se réserve le droit de diligenter.

L'obligation de confidentialité continuera pendant une durée de trois ans après l'expiration du présent accord-cadre.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles déjà connues du public.

Autorisation d'accès aux bâtiment Inria

L'accès aux bâtiments du pouvoir adjudicateur est soumis à autorisation. Le Titulaire doit présenter à la personne responsable de l'accord-cadre ou à la personne habilitée à cet effet la liste de ses personnels ou des personnels de son ou de ses éventuels sous-traitants appelés à travailler dans les locaux du pouvoir adjudicateur afin de pouvoir contrôler leur identité professionnelle.

MESURE DE SECURITE

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où les mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les lieux qualifiés de point sensible ou de zone protégée en vertu des dispositions législatives, le Titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui seront communiquées.

Le Titulaire ne peut prétendre à indemnité, même s'il démontre que les obligations qui lui sont ainsi imposées rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations selon les prescriptions contenues dans les Cahier des Clauses Particulières, du bordereau des prix et délais, ainsi que les autres documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Les prestations à fournir sont placées sous la responsabilité unique du Titulaire qui peut, sous réserve des dispositions des articles du présent C.C.A.P, en sous-traiter une partie. La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est formellement interdite. Si la personne désignée dans l'offre du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable de l'accord-cadre, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le Titulaire et ses collaborateurs sont liés à l'égard de Inria par le secret professionnel et s'engagent à ne diffuser des informations qu'avec l'accord exprès de Inria.

OBLIGATION DE CONSEIL

Le Titulaire doit fournir à Inria l'ensemble des conseils, des mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre. Si les conseils, les informations, et les recommandations sont formulés oralement à Inria, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation. D'une manière générale, il s'engage à déployer l'effort nécessaire pour obtenir les meilleurs résultats possibles, en exploitant notamment ses connaissances et son expérience.

ARTICLE 10. GARANTIE

Les prestations font l'objet, sans supplément de prix, d'une garantie minimale d'un an, dans les conditions sont celles prévues à l'art 33 du CCAG FCS.

Les matériels feront l'objet d'une garantie d'une (1) année dont le point de départ est la date de l'installation de la décision d'admission.

ARTICLE 11. ASSURANCE

Sans préjudice de l'application des stipulations de l'article 9 du CCAG/FCS, il est précisé que le Titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants doivent être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, pour la durée du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommage de toute nature, matériels et immatériels, directs ou indirects qui pourraient être causés aux personnels et aux installations d'Inria et du lieu d'exécution des prestations.

Il doit fournir, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 12. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations contractuelles découlant des dispositions du présent accord-cadre par le fait du titulaire, celui-ci observations préalables de l'acheteur, l'application de pénalités dont les modalités d'application sont les suivantes :

- Toutes les pénalités sont cumulables.
- Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.
- Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de forces majeures.
- Le client notifie les pénalités au titulaire par mail ou par courrier avec AR, au plus tard trois (3) jours suivant le fait générateur de la pénalité.
- Le Titulaire s'oblige à déduire de ces facturations le montant des pénalités qui lui est signifié.
- Par mois, les pénalités sont limitées à un maximum de 15% du prix total hors taxes figurant dans la D.P.G.F.
- Les pénalités décrites ci-après sont fermes sur la durée du marché et sont déduites sur le montant hors taxes des factures trimestrielles.
- L'application des pénalités a lieu dès le premier euro et se fait par simple constatation par le représentant du pouvoir adjudicateur qui informera le Titulaire.
- Le point de départ du calcul des pénalités de retard, court à compter du jour calendaire suivant celui où l'évènement justifiant l'application de cette pénalité, est survenu.

12.1. PÉNALITES de retard

Pénalités de retard d'exécution maintenance préventive (voir annexe 5)	100€/j
Pénalités de retard d'exécution maintenance corrective (voir annexe 5)	100€/j
Pénalités de retard d'exécution intervention en astreinte	50€/h
Pénalités de retard remise de documents/rapports périodiques/réglementaires/Planning/compte rendu d'intervention / diagnostic (voir annexe 6)	50€/j
Pénalités Retard d'accompagnement du contrôleur technique en vérification périodique en exploitation (lorsque due au titre de clauses du marché)	50€/intervention
Non-respect des dates d'intervention programmées définies au CCTP	100€/j
Dépassement du délai d'intervention défini au CCTP	100€/j

12.2. PÉNALITES POUR INDISPONIBILITE

Pénalité indisponibilités totale d'une fonctionnalité	100€/j
Pénalité Indisponibilité partielle du site (un ou plusieurs bâtiments) (Toute défaillance mettant en jeu de la sécurité des personnes : - Ayant pour conséquence l'évacuation du public - Ou l'interdiction d'accès au bâtiment - Ou l'arrêt des activités Pour répondre à la réglementation en vigueur)	400€/j
Pénalité Indisponibilité totale du site (tous les bâtiments) (Toute défaillance rendant inaccessible ou inopérante une zone fonctionnelle du bâtiment)	800€/j

12.3. PÉNALITES POUR MANQUEMENTS

Maintenance préventive Pénalités pour manquement d'Exécution d'une gamme de maintenance sur un équipement/ d'une tâche inscrite dans une gamme de maintenance :	150€/manquement
Maintenance corrective Pénalités pour manquement d'Exécution d'une intervention sur un équipement :	180€/manquement
Pénalités pour manquement d'obligation sécuritaire (Plan de Prévention, Plan particulier Protection Sécurité-Santé, Consignation électrique, permis de feu, Registre obligatoire Exécution de travaux dangereux ou insalubre sans autorisation préalable) :	250€/manquement
Absence aux réunions	100€/absence
Perte de clé / badge ou média d'accès	Coût de remplacement du matériel perdu + coût de remplacement serrures concernées
Non-respect du cahier des exigences (En cas de non-respect des exigences du cahier des clauses techniques particulières (CCTP))	150€/manquement
Répétition des défaillances pour un équipement (A partir de la deuxième défaillance identifiée constatée sur un même équipement dans le mois qui suit une intervention de maintenance préventive ou corrective)	150€/défaillance
Non traitement des réserves émises par les organismes de contrôle	150€/manquement

ARTICLE 13. VERIFICATION

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions de l'article 27, 28 et 29 du CCAG/FCS.

A l'issue de la vérification (tant qualitative que quantitative), le pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire sa décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction de prix sur les prestations.

Les prestations pourront donner lieu à des réserves qui ne seront levées qu'après examen de la conformité des prestations selon les clauses spécifiques prévues au présent accord-cadre.

ARTICLE 14. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte d'Inria, pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser la fourniture de prestations en matière de fournitures courantes et services.

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation à vigueur à savoir :

Du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE [règlement général sur la protection des données] (ci-après le « RGPD ») et de toutes recommandations émises par le Comité européen de la protection des données en application du RGPD.

ARTICLE 15. LANGUE ET DEVISE

Les correspondances, documents, rapports et autres relatifs au marché sont rédigés en français.

La monnaie de compte est l'euro.

ARTICLE 16. RESILIATION DU MARCHE

Il est fait application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS. Toutefois par dérogation à ces articles, la résiliation se fera sans mise en demeure préalable.

Cet accord cadre pourra être résilié, de plein droit, par l'une ou l'autre des parties du fait de la survenance de l'un des événements suivants :

- Sans mise en demeure préalable, en cas de force majeure, non remédiée dans un délai d'un (1) mois à compter de la survenance de l'événement, lequel devra avoir été notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Sans mise en demeure préalable, sous réserve des dispositions impératives applicables, en cas de redressement ou de liquidation judiciaire, lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire est prononcé, la résiliation étant effective à compter de la date d'effet du jugement. L'ouverture d'une procédure de règlement ou de liquidation judiciaire entraîne l'obligation d'en avertir sans délai l'autre partie, et de la tenir informée des suites données ;
- Sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- Non-respect des procédures de sécurité ;
- Insuffisance grave ou insuffisances répétées dans la qualité des prestations et des livrables attendus ;

La résiliation prendra effet quinze (15) jours après sa notification.

- Avec mise en demeure préalable en cas d'absence de communication transparente et efficace avec Inria. La résiliation prendra effet 15 jours après la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé réception si celle-ci n'est pas suivie d'effet même partiellement.
- En cas de manquement par l'une des parties dans l'exécution de tout autre obligation contractuelle, 15 jours après mise en demeure d'exécutée adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de manquement ne pouvant faire l'objet de régularisation ou de manquements répétés par l'une des parties dans l'exécution de ses obligations, la résiliation intervenant alors sans mise en demeure 15 jours après envoi de la notification de résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Inria se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre, sans faute du Titulaire, en cas de survenance de contraintes propres à Inria. Dans cette hypothèse, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation correspondant à un pourcentage de 5%, appliqué au montant initial hors taxe de l'accord cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises. Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre, laquelle sera admise avec un préavis de trois mois.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au marché pour motif d'intérêt général sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et à tout moment par décision de résiliation notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception

En application de l'article 45 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

ARTICLE 17. PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

ARTICLE 18. LIMITATION D'EXCLUSIVITE

En cas de mauvaise exécution répétée des prestations, Inria se réserve la possibilité de lever l'exclusivité dont dispose le Titulaire et de passer commande pour les prestations à un autre fournisseur ou de reprendre en interne la réalisation des prestations.

La mise en œuvre de ces dispositions n'est pas libératoire et n'exclut donc pas l'application éventuelles des pénalités prévues à l'accord-cadre et ne constituerait pas une mesure de résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir pour l'interprétation ou l'exécution du présent marché.

Tout différend entre le Titulaire et Inria doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à Inria dans le délai de 2 mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Inria dispose d'un délai de 2 mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le présent marché est un contrat de droit public, il relève des juridictions administratives compétentes en cas de litige.

En complément de l'article 46 du CCAG/FCS il est précisé que tout litige persistant sera porté devant le Tribunal Administratif de Versailles

56, avenue de Saint Cloud

78011 Versailles

Accueil : 01 39 20 54 00